



Formation « aides d'Etat »

Session 1

Les **S**ervices d'**I**ntérêt **E**conomique **G**énéral
SIEG

SIEG – Philosophie et principes

- La réglementation des SIEG a pour origine le Traité de Rome article **106.2** et **14** (TFUE)
- **L'objectif** des règles SIEG est de permettre aux pouvoirs publics de **financer des entreprises qui gèrent des services publics.**
- A la différence des « aides d'Etat » le SIEG n'est **pas censé conférer un avantage à l'entreprise** susceptible de fausser la concurrence
- Le SIEG entraîne l'application de règles spécifiques, distinctes des règles « aides d'Etat »
- Il s'agit de **respecter les règles de concurrence** lors de l'attribution du service et de **s'assurer que l'entreprise sera rémunérée raisonnablement** pour la gestion du service public qu'elle assure.

SIEG – Historique

- 2003** Arrêt Altmark CJUE du 24 juillet 2003 → Doctrine de la Cour **4 principes** pour qu'un financement public d'un SIEG ne soit pas une aide d'Etat
- 2005** Le Paquet Monti-Kroes du 28 novembre 2005
- Communication sur les aides d'Etat au financement des SIEG → Doctrine de la **DG COMP** en 2006 (reprend celle de la CJUE)
 - Décision d'exemption pour les aides d'Etat en financement des SIEG → Indique sa politique en cas de notification du financement des SIEG.
 - Exempte de notification des financements des SIEG répondant aux principes de l'arrêt Altmark
- 2011** Le Paquet Almunia du 20 décembre 2011 → Mise à jour de la doctrine Commission en 2011
- **Décision d'exemption** du 20 décembre 2011 → Exempte de notification les financements des SIEG répondant à l'arrêt Altmark
 - **Encadrement** des aides d'Etat sous forme de compensation d'OSP du 20 décembre 2011 → Indique la position de la Commission en cas de notification d'un SIEG
 - **Communication** du 20 décembre 2011 → Interprète certaines notions de SIEG
 - **Règlement** « de-minimis SIEG » du 25 avril 2012 → Crée une nouvelle aide « de-minimis » à **500 k€** Pour les SIEG

Les définitions européennes

SIG - Service d'Intérêt Général

Défini par chaque Etat membre - Pas de définition dans le TFUE mais il faut la présence d'OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

- ➔ ■ SIG économique : SIEG Service d'Intérêt Economique Général
- Un SIEG est un SIG à caractère « économique » (échange bien et services sur marché)
- ➔ ■ Ou Non économique: Selon la CJUE Police, défense, sécurité aérienne, surveillance antipollution, système carcéral, financement du réseau ferré national

■ 3 CONDITIONS du SIEG: mission + obligations + mandat

- une MISSION d'intérêt général à caractère économique
 - Définie par l'Etat membre normalement, sous le contrôle de la Commission
- Des OBLIGATIONS de service public associées à cette mission
- Un MANDAT - Mission dévolue par un acte de puissance publique
- Pas de formalisme pour le mandat – l'Etat membre est compétent

Les notions du SIEG

- Un service à caractère **économique** d'intérêt général
- Le SIEG est un **Service à caractère spécifique** par rapport à ceux des autres activités de la vie économique;
- Une **mission particulière** qu'un opérateur privé n'exercerait pas (dans les mêmes conditions) dans son propre intérêt
- Communication du 20/12/11 Commission:
- 1) le SIEG ne doit pas concerner des activités déjà fournies par le privé **de façon satisfaisante**;
- 2) le SIEG doit être **fourni au citoyen** ou fourni dans l'intérêt de la société dans son ensemble



Notion Française :

SP = service d'intérêt général défini par la loi ou la Jurisprudence, y compris des activités économiques
Carence du marché pas obligatoire
Pas de notion de bénéfice raisonnable pour le financement des OSP



Notion européenne:

SIEG = ce qui n'est pas fourni par le privé spontanément (carence)
ET ce qui bénéficie normalement à tous les citoyens
La compensation des OSP doit se faire avec un bénéfice raisonnable

LES ELEMENTS DU SIEG

Carence du marché

Service à la population

Mise sur le marché de biens et services

Même sans but lucratif ...

Un acte officiel, convention, délibération
contrat, DSP, bail emphytéotique, loi arrêté

Définissant la nature, la durée OSP, l'entreprise, les
droits exclusifs, le mécanisme de compensation, le
contrôle, la révision, une référence à la décision
d'exemption du 20 décembre 2011

Définies clairement dans le mandat

La prise en charge des coûts nets occasionnés

Un bénéfice raisonnable

Une fois au moins tous les 3 ans

**Éléments non imposés par le
Règlement de minimis SIEG**

1) UN SERVICE D'INTERET GENERAL

2) A CARACTERE ECONOMIQUE

3) CONFIE PAR UN MANDAT

4) DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUB

5) UNE COMPENSATION FINANCIERE

6) UN CONTRÔLE DE NON
SURCOMPENSATION

SERVICES NON ECONOMIQUES - SNIEG

-> SE REFERER AU PROJET DE COMMUNICATION SUR LA NOTION D'AIDE D'ETAT

- **Les activités liées à la prérogative de la puissance publique**
- **EX:** contrôle et police de l'espace aérien (CJCE SAT/Eurocontrol 19/1/94)
- **EX:** la surveillance contre les pollutions marines
- **EX:** l'organisation, le financement de mesures pénitenciaires afin d'assurer la mise en œuvre du système pénal
- **Les activités de nature purement sociale**
- **Ex:** la gestion de régimes d'assurance obligatoire poursuivant un objectif **exclusivement social**, fonctionnant sur le principe de solidarité, offrant des prestations s'assurances indépendantes des cotisations (CJUE 17/2/93 Poucet)
- **Ex:** Certains services d'enseignement public (CJUE 11/9/2007 com/Allemagne)

Dans cet arrêt la CJUE nous dit que le paiement de droits de scolarité n'ôte pas le caractère non économique du SIG car ils ne couvrent qu'une partie des coûts.

SERVICES NON ECONOMIQUES - SNIEG

- Certaines activités des universités et organismes de recherche:
- **Ex:** Les activités de formation en vue de ressources humaines accrues et plus qualifiées (?)
- **Ex:** Les activités de Recherche et Développement indépendantes, en vue de connaissance plus étendues et d'une meilleure compréhension (?) y compris la R&D en collaboration
- **Ex:** La diffusion des résultats de recherche
- Le transfert de technologie des organismes de recherche:
- Cession de licence, création de produits dérivés ou d'autres formes de gestion de la connaissance produite par l'organisme de Recherche :
 - **SI** Le TT est effectué au niveau interne (par un département ou une filiale de l'organisme)
 - **Si** les recettes générées sont réinvesties dans les activités principales des organismes de recherche

**LES SERVICES NON ECONOMIQUES NE SONT PAS SOUMIS A LA
REGLEMENTATION EUROPEENNE DES SIEG NI DES AIDES D'ETAT**

SIEG – Rappels sur les règles nationales des contrats de service public (1)

3 PRINCIPES CONSTITUTIONNELS ENCADRENT LE SERVICE PUBLIC:

- **CONTINUE**: nécessité de répondre aux besoins d'intérêt général sans interruption
- **EGALITE** : égalité des citoyens dans l'accès au service
- **ADAPTIBILITE**: le service public doit s'adapter aux évolutions de la société

2 Catégories de Services Publics en France

La loi peut définir le caractère SPA ou SPIC du service, dans ce cas pas de débat; sinon c'est la jurisprudence qui qualifie le SP

SPA : service public administratif (pas d'équilibre budgétaire exigé)

—Service public par défaut - Financé majoritairement par l'impôt

—Fonctionnement comparable à une administration -

SPIC : Service public industriel et commercial (équilibre budgétaire)

SPIC si 3 critères réunis : 1) l'objet 2) l'origine des ressources 3) le fonctionnement, sont comparables à ceux d'une entreprise

Financé principalement par les redevances

MAIS: la distinction SPIC et SPA ne correspond pas forcément à la distinction activité économique / activité non économique

SIEG – Rappels sur les règles nationales des contrats de service public (2)

UN SPA peut être qualifié de SIEG (à caractère économique)

- Exemple un service public culturel d'une collectivité en droit français va être qualifié de SPA si son financement est majoritairement public et s'il est géré comme une administration
- Mais s'il y a mise sur le marché de bien et de service, en dehors des activités régaliennes de l'Etat, son activité est économique
- Donc il est qualifiable de SIEG au regard de la réglementation européenne

– UN SPIC peut difficilement être qualifié de SNEIG (non économique)

- Le SPIC tirant ses ressources principalement des redevances, il fonctionne comme une entreprise;
- Il tire ses financements de la mise sur le marché de bien et de services à titre payants
- Donc un SPIC est toujours considéré comme activité économique (SIEG)
- Il n'y a pas encore de critères dans le CGCT permettant de rapprocher le financement d'un SPIC des règles du financement des SIEG

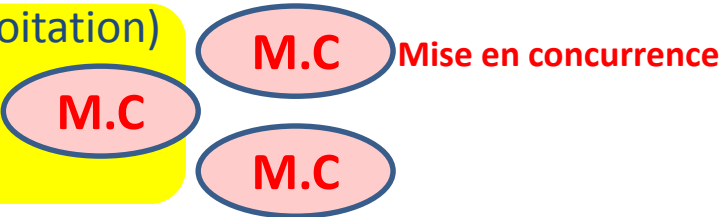
Différents types de contrats publics français



Différents contrats de service public -> risques pour l'entreprise

- Délégations de Service Public (DSP)

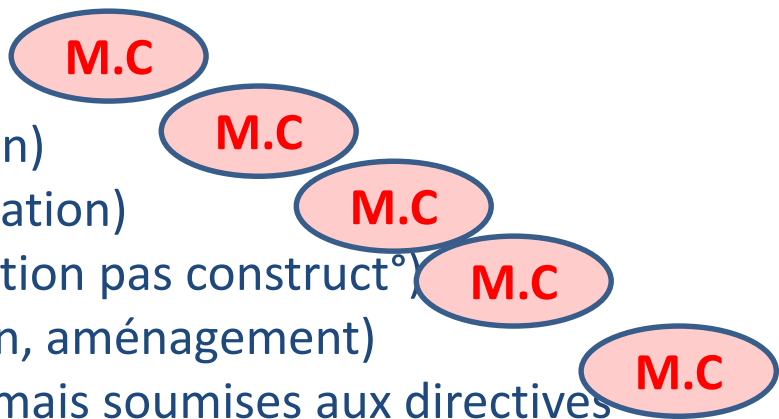
- Concession (construction/exploitation)
- Affermage (exploitation)
- Régie intéressée (exploitation)



Différents types de contrats de marchés publics -> pas de risque pour l'entreprise

- Contrats de partenariat (PPP)

- Construction exploitation mais pas de SP
- Marchés publics de travaux (pas d'exploitation)
- Marchés publics de fournitures (pas d'exploitation)
- Marchés publics de services (gestion exploitation pas construct°)
- NB: concession d'aménagement (construction, aménagement)



non soumises au code des marchés publics, mais soumises aux directives marchés publics donc mises en concurrence; mais pas de financement de CT

Autres types de contrats publics susceptibles d'être qualifiés de SP:

- Conventions – convention d'occupation du domaine public
NB: Si convention comporte une commande de la CT. Pub. Requalif possible en Marché Pub
- Bail emphytéotique administratif (construction, exploitation)

EN JAUNE LES
CONTRATS
SUSCEPTIBLES
D'ETRE SIEG

SIEG - Les différentes possibilités de financement

4 cas de figure possibles pour le **financeur public**:

- 1) Le financement du SIEG respecte les 4 critères « **ALTMARK** »
- 2) Le financement du SIEG respecte les critères **Décision d'exemption du 20 décembre 2011**
- 3) Le financement du SIEG respecte le Rgt. « **De minimis SIEG** »
- 4) Le financement du SIEG est **notifié** à la Commission européenne avant son octroi

NB: *Commande publique - pas de SIEG -> **Marché public** application de la directive et du code des Marchés publics*

SIEG – 1) l'arrêt Altmark

- **Financement public conforme au Traité Si les 4 critères de l'arrêt Altmark CJUE de 2003 sont respectés:**

1 L'entreprise est chargée d'obligations de service public clairement définies

2 Critères de compensation ont été définis préalablement de façon objective

3 Pas de surcompensation (proportionnalité du financement public aux charges + bénéfice raisonnable)

4 Procédure de Marché public pour sélectionner l'entreprise *(Pas de mise en concurrence si le niveau de financement public a été calculé selon une analyse des coûts d'une entreprise moyenne bien gérée)*

-> Dans ce cas, pas d'aide d'Etat

-> le financement du SIEG est une COMPENSATION d'OBLIGATION de SERVICE PUBLIC (OSP)

-> donc pas de contrainte UE au titre des articles 107 TFCE

- Pas taux d'aide, pas de zonage, pas de notification, pas de cumul

SIEG – 1) l'arrêt Altmark (2)

- Contraintes de l'arrêt **Altmark** :
- Sécurité juridique moins forte
- Pas de décision d'approbation de la Commission européenne
- Pas de procédure d'exemption
- Donc une appréciation **au cas par cas** avec une analyse qualitative à effectuer sur les notions suivantes:
 - Sur la notion de bénéfice raisonnable
 - Sur la notion d'entreprise moyenne bien gérée
- Une procédure de marché public à engager (ou alors application du calcul de l'entreprise moyenne bien gérée)

SIEG – 2) La décision d'exemption SIEG (1)

La décision d'exemption du 20 décembre 2011:

- PAS D'OBLIGATION DE MISE EN CONCURRENCE mais Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) possible
- -> en cas de requalification par le juge national du financement en marché public.
- Décision qui **EVITE DE NOTIFIER** les financements des SIEG
- **POUR les cas suivants :** Pour des MANDATS de **10 ANS** maximum
- Financements publics de SIEG inférieurs à **15 M€ /an** (hors transport)
- **Également hôpitaux**, services de soins, d'urgence,
- **Services de santé longue durée**
- Services de garde d'enfants, accès, **réinsertion** marché travail,
- inclusion sociale des groupes vulnérables, **logement social**
- aides aux **liaisons aériennes et lignes maritimes** dont le trafic est < à 300000 passagers
- **EXCLUSION**: entreprises du transport terrestre

• Les règles à respecter dans la décision de 2011:

1) DEFINITION D'UN MANDAT DE SERVICE PUBLIC précis

- Un acte officiel confie la gestion du SIEG à l'entreprise
 - Avec durée nature des OSP, territoire, entreprises concernées
 - Nature des droits exclusifs octroyés
 - Paramètres de calcul / révision de la compensation
 - Modalités de remboursement des surcompensations
 - **Référence à la décision d'exemption**

SIEG – 2) La décision d'exemption SIEG (2)

2) CALCUL DE COMPENSATION

– Compensation paramétrée préalablement à son octroi

– la compensation n'excède pas les **coûts nets occasionnés** pour l'exécution des OSP + un bénéfice raisonnable

Notion de bénéfice raisonnable: Taux de rendement du capital qu'exigerait une entreprise moyenne pour gérer le service:

= **taux de SWAP + 100 pts**

SWAP = taux d'échange de produits financiers entre opérateurs

- En l'absence de risque commercial
- pour l'entreprise le taux de swap + 100
- ne doit pas être dépassé

Currency	1-year rate	2-year rate	3-year rate	4-year rate	5-year rate	6-year rate	7-year rate	8-year rate	9-year rate	10-year rate
EUR	-0.15	-0.16	-0.12	-0.06	0.03	0.13	0.24	0.36	0.47	0.57
BGN	1.99	2.12	1.52	2.60	2.90	2.23	3.04	3.46	3.87	4.16
CZK	0.22	0.28	0.30	0.35	0.39	0.43	0.48	0.52	0.58	0.63
DKK	0.08	0.10	0.16	0.24	0.34	0.44	0.56	0.69	0.80	0.91
GBP	0.75	0.81	0.88	0.96	1.05	1.14	1.23	1.32	1.40	1.46
HRK	1.01	0.95	0.99	1.12	1.29	1.48	1.48	1.83	1.98	2.12
HUF	0.97	0.95	1.00	1.12	1.29	1.48	1.66	1.84	1.99	2.13
RON	1.12	1.67	2.13	2.55	2.88	3.17	3.39	3.58	3.74	3.82
PLN	1.57	1.59	1.64	1.74	1.85	1.95	2.04	2.13	2.21	2.29
SEK	-0.45	-0.34	-0.16	0.06	0.28	0.50	0.70	0.87	1.02	1.15

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/swap_rates_en.html

• **Pas de surcompensation financière pour le SIEG**

• **Obligation de comptabilité analytique si l'entreprise a une activité également hors SIEG**

SIEG – 2) La décision d'exemption SIEG (3)

3) CONTROLE DE SURCOMPENSATION:

- **Le délégant** doit vérifier par contrôle, l'absence de surcompensation financière pour l'entreprise:
 - Le montant de la compensation n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public, y compris un bénéfice raisonnable;
 - vérification au moins une fois tous les 3 ans
- **Demande de remboursement de toute surcompensation par le délégant**
- Si surcompensation < à 10% de la compensation, elle peut être reportée sur la période suivante (en déduction de la compensation suivante)

4) OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE:

- Publication sur internet des compensations supérieures à **15 M€** à des entreprises ayant aussi des activités hors SIEG
- Conservation des données pendant **10 ans** après la fin mandat
- Rapport annuel de l'Etat tous les deux ans

SIEG – 3) Le règlement de minimis SIEG

Règlement N° 360/2012 du 25 avril 2012

Utilisation possible lors de sa publication au JOUE Pour les financements aux SIEG de **500000 €** maximum d'aide « de minimis » sur **3 exercices fiscaux**

Calcul d'ESB si financement autre que subvention;

le total de l'aide doit se limiter à 500 k€

Pas de cumul sur les mêmes coûts admissibles

Cumulable avec le de-minimis « normal » dans la limite de 500 K€

« De-minimis SIEG » pas cumulable avec une autre aide financière sur le même SIEG.

Demander à l'entreprise **une déclaration** des aides « de-minimis normal » et « de-minimis SIEG »

Informez l'entreprise par écrit de l'aide « de-minimis SIEG »

Citer/Décrire le service pour lequel est donné l'aide

Faire référence au règlement

Nb: PAS DE CONSOLIDATION du DE MINIMIS PAR ENTREPRISE UNIQUE

SIEG – 4) Notification à la Commission européenne

- **Notification au titre de l'article 108.3 du Traité:**
 - **par sécurité juridique:**
 - Pour obtenir confirmation qu'il ne s'agit pas d'une aide d'Etat
 - En cas de forte concurrence et de risque de contentieux
 - Ex: notifications 2003 réseau Dorsal Haut-Débit, Réseau Haut débit Pyrénées-Atlantiques etc.
 - **pour avoir une base juridique européenne:**
 - lorsque ni les critères Altmark, ni les critères de la décision de 2011, ni le règlement « de-minimis SIEG » ne sont respectés.
- > La notification devra respecter l'encadrement SIEG de la Commission du 20 décembre 2011**

SIEG – Les points de vigilance du SIEG

- **Eléments de choix entre SIEG et marché public**

- **Marché public** : procédure lourde mais **sécurisée**; une procédure de marché public ne contient normalement pas d'aide d'Etat
- Une fois la procédure lancée, pas de vérification de l'absence de surcompensation, pas de calcul du bénéfice raisonnable
- **Mais** normalement le marché ne comporte pas **d'OSP**
- **SIEG** : **adapté aux contrats de service public -> OSP**
- pas de procédure de mise en concurrence obligatoire, mais AMI souhaitable pour sécuriser le choix du gestionnaire
- > procédure plus incertaine car interprétation de **notions qualitatives**:
- > appréciation du **bénéfice raisonnable**
- > vérification de **l'absence de surcompensation...**

- Possibilité de **mandats SIEG multiples -> complexité**

- **SIEG: vérifier le cumul des financements :**

- > tenir compte de l'ensemble des cofinancements public région, département, interco, commune Etat, ...

Exemples de cas de SIEG

Radio France Bleu Maine (2010) SIEG notifié à la Commission européenne

- **Service public:** création d'une radio centrée sur le Mans et Sarthe - Diffuser des programmes d'information sur des sujets de société revêtant une importance dans le département et des émissions consacrées aux SIEG de proximité (santé éducation emploi police)
- **Mandats définissant les OSP**
 - Loi 39 sept 86 liberté de communication
 - Décret 13 nov 87 cahier des charges de Radio France
 - Contrat d'objectif et de moyens sur réseau local Radio France
- *« Radio France s'attachera à compléter le nombre et le maillage des implantations pour offrir au plus grand nombre d'auditeurs un service public de proximité. Les priorités porteront sur les "trous" de couverture au sein des zones de services actuelles des stations et les zones à fort densité de population. Le renforcement du maillage s'accompagnera dans les 4 années à venir d'une extension du réseau de diffusion FM de France Bleu qui n'offre qu'une couverture partielle, soit environ 75% du territoire» »*
 - CGCT L1511-1 et suivants
 - Convention région/ département sur les aides économiques
- **Financement public :**
- 500 k€ sur 1 M€ de travaux et 2 M€ de coûts annuels de fonctionnement ; 50% de l'investissement.
- **Proportionnalité du financement**
- Les autorités françaises ont présenté ce montant d'aide comme couvrant le surcout pour Radio France de s'implanter localement ; la Commission l'a confirmé

